

# Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Sous la direction de **Christian Bardot**

ISBN : 978-2-7440-7273-4

---

## Partie I – Les mutations de l'économie mondiale du début du xx<sup>e</sup> siècle à nos jours

### **Thème 4 : Des empires coloniaux aux tiers-mondes**

1. *Aux origines de la colonisation : une triple dynamique*
2. *« La course au clocher » vers 1900*
3. *Schéma et vocabulaire : dater les appellations des pays en développement*

# 1. Aux origines de la colonisation : une triple dynamique

## a. Un calcul économique

Les colonies sont conçues comme des réservoirs de matières premières indispensables aussi bien pour les consommateurs (produits tropicaux : café, sucre, thé, huile...) que pour les industries (fibres textiles, minerais). Elles sont censées procurer aussi des débouchés aux produits manufacturés. Le « parti colonial » (C.-R. Ageron), qui mêle hommes politiques et milieux d'affaires, les présente enfin comme une destination privilégiée des exportations de capitaux : on attend une rentabilité élevée d'investissements opérés dans des espaces où tout est à faire en termes d'infrastructures de transports, d'extraction minière... Il faut bien comprendre qu'entre une part de tactique dans cette manière de présenter les bénéfices matériels attendus de l'expansion coloniale. Celle-ci rencontre beaucoup d'adversaires. En France, par exemple, nombreux sont ceux qui l'accusent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de détourner le pays de ce qui devrait être son unique objectif : reprendre l'Alsace-Moselle annexées en 1871 par l'Empire allemand. Les partisans de la colonisation doivent donc faire flèche de tout bois pour convaincre : c'est très exactement dans ce cadre que se situe le discours de J. Ferry daté de 1885 si souvent cité. Celui qui était alors président du Conseil s'adresse à des députés peu convaincus de l'intérêt de la colonisation du Tonkin. J. Ferry mobilise tous les arguments possibles pour les persuader et, dans la situation de dépression économique que traverse alors l'Europe, le registre économique est *a priori* tout indiqué : il fut pourtant mis en minorité sur cette question et contraint à la démission. Il convient donc de faire la part des choses : présenter la colonisation comme une bonne affaire sur le plan économique, c'est aussi un argument de propagande, au même titre que les autres justifications données à l'entreprise.

Au demeurant, dans les faits, ces attentes n'ont pas toujours été satisfaites. L'Angleterre « atelier du monde » au XIX<sup>e</sup> siècle fait l'essentiel de son commerce extérieur avec ses voisins européens et les « pays neufs ». La France n'entretient que des échanges modestes avec ses colonies jusqu'aux années 1930 : peuplés de déshérités (hors les dominions britanniques et des minorités ailleurs), les territoires colonisés n'ont pas représenté le débouché commercial espéré. De même, les capitaux britanniques et français se dirigent avant tout vers les États-Unis, l'Amérique latine, les dominions, ainsi que vers les grands empires, Russie, Empire ottoman, Chine. Cela étant, les liens avec le monde colonial ont pu avoir de l'importance pour certains secteurs et entreprises des métropoles : les cotonnades de Manchester se sont bien écoulées en Inde ; une entreprise comme Boussac travaillait beaucoup avec l'Empire français. Comme souvent, le raisonnement par trop général est inadapté.

## b. « Le côté civilisateur de la question » (J. Ferry)

L'efficacité matérielle supérieure de l'Europe et sa maîtrise des savoirs nourrissent également l'idée d'une supériorité générale de la civilisation européenne sur toutes les autres. L'eurocentrisme est peu contesté avant 1914 et il se décline sur différents modes.

- Une vision héritière des Lumières postule l'idée d'une mission civilisatrice de l'Europe. Cette démarche est celle des républicains français tel J. Ferry ou des positivistes saint-simoniens persuadés que la science mène l'Europe sur la voie de l'émancipation. Elle conduit un R. Kipling, issu d'un milieu anglo-indien et auteur du *Livre de la jungle* (1894), à évoquer le « fardeau de l'homme blanc ». Même Marx et Engels, puis les socialistes après eux, voient dans la pénétration européenne en Afrique ou en Asie un levier utile pour faire progresser ces continents sur le chemin d'une histoire qu'eux-mêmes et la plupart des Européens conçoivent alors sur un mode universel. Le destin de l'humanité est un et l'Europe est plus avancée que « les autres » : il est donc inévitable qu'elle « modernise », guide ces « autres » sur la voie du progrès.
- Le ressort religieux ne peut être négligé : durant la première colonisation, celle du XVI<sup>e</sup> siècle, les moines accompagnaient les *conquistadores*. Les missionnaires chrétiens sont tout aussi prosélytes au XIX<sup>e</sup> siècle : ils entendent « sauver des âmes », compenser le reflux de la foi en Europe, évangéliser avant le concurrent, catholique ou protestant selon le cas (c'est à l'arrière-plan de la rivalité franco-anglaise). Bien des appropriations coloniales ont commencé par l'édification d'une mission.
- De façon générale, le rôle des individus dans ce processus est important : à l'origine d'un établissement colonial, on a souvent l'initiative personnelle d'un officier (Faidherbe au Sénégal, Gallieni à Madagascar...), d'un explorateur (Livingstone dans le bassin du Congo), d'un homme d'affaires (Cecil Rhodes en Afrique australe)... La métropole l'appuie ensuite si les conditions lui semblent réunies.
- Le racisme est aussi un moteur de la colonisation. Le « darwinisme social » dans lequel baigne le second XIX<sup>e</sup> siècle affirme que les peuples de couleur sont par nature inférieurs aux Européens : ceux-ci ont donc le droit de les dominer. Ce type de rapport peut au demeurant exister aussi entre des peuples que ne différencie pas la « race » : les Japonais justifient leur expansion en arguant de leur supériorité de peuple non européen échappant à la sujétion tandis que les Chinois seraient devenus un « peuple décadent ».

### c. Les logiques géopolitiques jouent un rôle majeur

Ce sont les rivalités entre puissances européennes qui généralisent la « solution coloniale ». Dans un climat de nationalismes virulents et de conflits récurrents, elles luttent pour accroître leur prestige et renforcer leur sécurité : détenir des colonies flatte l'orgueil national, procure des soldats et des points de relâche pour les flottes de guerre.

Ce sont des considérations géopolitiques qui expliquent, pour l'essentiel, que le Royaume-Uni et la France se dotent des empires les plus étendus. Le premier, assuré de sa sécurité par la concurrence entre puissances sur le continent européen, donne priorité depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle à la maîtrise de « l'océan mondial » : il a besoin de points d'appui sur toutes les mers du globe. La seconde voit son rêve d'hégémonie en Europe ruiné par la défaite de 1870. Outre le fait que, fille des Lumières, elle se sente « une mission civilisatrice », la Troisième République veut entretenir la « fibre nationale » par l'expansion coloniale, avec la bénédiction du chancelier Bismarck qui compte ainsi faire oublier aux Français l'idée de revanche et aussi les opposer aux Anglais, tandis que l'Empire allemand, puissance continentale, dominera la *Mitteleuropa*. Mais le nouvel empereur Guillaume II monté sur le trône en 1888 rêve de « politique mondiale » (*Weltpolitik*) : il renvoie Bismarck (1890), colonise, construit une marine de guerre... et inquiète l'Angleterre, la précipitant dans les bras de la France.

### d. Ces arguments sont affaiblis à partir de 1914

Les deux guerres mondiales détruisent l'idée d'un progrès universel qu'incarnerait la raison européenne. La révélation de la Shoah, ce « crime industriel » commis par l'un de ses pays phares (l'Allemagne n'est-elle pas la patrie des musiciens et des philosophes ?) confirme les doutes qu'avait suscités la « boucherie » de 1914-1918. La légitimité morale dont se drapait « l'œuvre coloniale » est sapée.

L'avantage géopolitique que représentent les colonies s'efface. L'épuisement financier de l'après-1945, les contraintes militaires de la guerre froide, les crises et guerres coloniales les font percevoir comme des fardeaux. Cela conduit la Grande-Bretagne à se désengager dès 1947 des Indes, ce « joyau de l'empire ». La France, elle, a plus de mal à renoncer à l'empire : vaincue et occupée en 1940, elle y tient comme au dernier symbole de la grandeur passée. En outre, ses dirigeants inscrivent les deux guerres coloniales dans les logiques de guerre froide, ce qui renforce le refus de négocier avec les adversaires, le Vietminh de Hô Chi Minh puis le Front de libération national (FLN) algérien. Il faut la défaite de Diên Biên Phu et le réalisme de Mendès France pour sortir du borborygme indochinois en 1954, le sens politique et le charisme du général de Gaulle pour mettre fin au drame algérien en 1962. Convaincu que les colonies sont désormais un « boulet » qui divise la nation et affaiblit son crédit sur la scène mondiale, il réoriente le rêve français de grandeur vers une indépendance garantie par l'arme atomique et la participation à une communauté européenne qu'il veut doter d'une volonté politique.

Reste l'économie. Les marxistes insistent certes sur le caractère indispensable de l'exploitation coloniale pour le capitalisme. Mais l'idée que la prospérité repose avant tout sur les gains de productivité se fait jour parmi les cercles dirigeants après 1945, comme l'a montré l'historien J. Marseille à propos de la France (*Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984). Les débuts de la construction européenne (CECA en 1951) et le « miracle allemand » des années 1950 soulignent que les marchés sont en Europe. En outre, après 1945, sous la pression des nationalismes, les métropoles ont augmenté aussi bien les dépenses militaires que celles d'équipement : santé, éducation, logement... Des observateurs jugent que les colonies ruinent la métropole. En 1956, le journaliste R. Cartier publie trois articles en ce sens dans *Paris Match*. Il montre qu'après la perte de l'Indonésie en 1949, les Pays-Bas ont investi massivement sur le territoire national et enregistrent depuis lors une croissance supérieure à celle de la France. Le slogan « La Corrèze plutôt que le Zambèze » prépare l'opinion à dire adieu aux empires.

## 2. « La course au clocher » vers 1900

À partir des années 1870, une double tension apparaît. D'une part, les expansions coloniales britannique et française se heurtent en de nombreux points du globe, comme à Fachoda, en Haute-Égypte, en 1898. D'autre part, il faut compter avec l'irruption de nouveaux « impérialismes » belge, italien, allemand (l'Empire allemand conteste le Maroc à la France en 1905 puis à nouveau en 1911) tandis que le Portugal et l'Espagne qui stagnent tentent de conserver ce qui leur reste de leur empire après les indépendances latino-américaines.

L'Égypte cristallise le conflit franco-britannique, le succès britannique étant compensé par le protectorat français sur le Maroc : ce troc cimenter l'Entente cordiale en 1904. La question du bassin du Congo, lancée par l'intervention du roi des Belges Léopold II est résolue par la conférence de Berlin (1884-1885). Si elle n'a pas partagé l'Afrique, celle-ci a « discipliné » sa conquête en fixant des règles : priorité sur l'occupation des arrières-pays à partir des comptoirs littoraux existants et occupation effective des territoires réclamés. La « course au clocher » (*struggle for Africa*) est lancée pour s'approprier les territoires avant que les rivaux ne s'en emparent. La quasi-totalité du continent africain est ainsi occupée entre 1880 et 1912 : seuls restent libres le Liberia constitué

en 1822 par une société philanthropique étasunienne pour y installer des esclaves libérés et l'Éthiopie, immémorial empire chrétien.

### **3. Dater les appellations des pays en développement**

#### **Faux amis : vocabulaire et chronologie**

Les expressions pour désigner les pays en développement se sont multipliées depuis soixante ans. On oublie trop souvent qu'elles sont datées, qu'elles correspondent à des moments précis de l'évolution économique et qu'il ne faut par conséquent pas les amalgamer. La prise en compte de la chronologie est dès lors nécessaire.

- Pays sous-développés (*underdeveloped countries*) : l'expression a d'abord été employée par le président Truman en janvier 1949 : elle est une conséquence directe de la guerre (qui a appauvri) et de la guerre froide naissante (qui implique qu'on les aide). Avec la décolonisation, l'expression est devenue clairement péjorative.
- Tiers-monde : expression inventée par le démographe et économiste français A. Sauvy en 1952, en référence au Tiers État français de 1789, dépourvu de tout privilège. Elle s'inscrit au cœur de la guerre froide, en complément des deux blocs, est et ouest.
- Pays en voie de développement (PVD) : expression de la fin des années 1950, qui sous-entend qu'il existe plusieurs voies de développement, que l'on peut regrouper en voies ouvertes fondées sur l'association au monde capitaliste libéral, et voies fermées plus ou moins directement inspirées du modèle soviétique.
- Sud : pendant la Détente, après 1962, l'idée se fait jour (en partie du fait de la propagande maoïste) que l'Est et l'Ouest peuvent être, au moins économiquement, rapprochés, car s'opposant par leurs niveaux de vie à des pays du Sud restant très pauvres (car exploités...).
- PMA (pays les moins avancés) : la catégorie a été créée en 1971 par l'ONU. Elle annonce l'éclatement du Sud. On est passé de vingt-cinq PMA en 1971 à cinquante au début du XXI<sup>e</sup> siècle.
- NPI (nouveaux pays industrialisés) : les quatre dragons asiatiques, puis les grands pays latino-américains, apparaissent dès les années 1970 comme de nouveaux pays industrialisés. L'expression garde longtemps en Europe une dimension péjorative (mauvaise qualité des produits) et une dimension menaçante (des concurrents pour l'industrie et les emplois en Europe ou aux États-Unis).
- Suds : après le choc pétrolier de 1973, il est clair désormais que les trajectoires économiques des pays en développement divergent fortement. L'unité du Sud n'a plus de sens (sinon idéologique), au moins à partir des années 1980. Les Suds rassemblent PMA, PED, pays pétroliers, NPI.

Formellement, la fin de la guerre froide en 1991 a rendu obsolètes les termes de tiers-monde (puisque le second, le monde communiste, a disparu) et de PVD, puisque seule la voie libérale subsiste. On parlera donc plus volontiers de pays en développement (PED), ce qui suggère qu'il n'y a plus qu'une seule voie pour le développement (qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite), celle de l'insertion dans la mondialisation libérale.

- Pays émergents : dans les années 1990, il apparaît que certains NPI ont quasiment rejoint le niveau de vie des pays développés. Leur modèle de développement s'inscrit dans la mondialisation. La notion d'émergence est plus large que celle de NPI ; elle est à rapprocher de celle de décollage utilisée pour caractériser les vieilles nations industrielles.

Au XXI<sup>e</sup> siècle restent donc d'actualité les notions de Sud, de PED, de pays émergents. Les autres sont complètement ou relativement dépassées.